Noiriel Gérard (éd.), *L'identification. Genèse d'un travail d'État*

Paris, Belin, coll. Socio-histoires, 2007, 271 p., ISBN : 978-2-7011-4687-4.

Laurent López

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/96>

DOI : 10.4000/chs.96

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 137-140

ISBN : 978-2-600-01237-9

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Laurent López, « Noiriel Gérard (éd.), *L'identification. Genèse d'un travail d'État* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 12, n°1 | 2008, mis en ligne le 14 janvier 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/96> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.96>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Noiriel Gérard (éd.), *L'identification. Genèse d'un travail d'État*

Paris, Belin, coll. Socio-histoires, 2007, 271 p., ISBN : 978-2-7011-4687-4.

Laurent López

RÉFÉRENCE

Noiriel Gérard (éd.), *L'identification. Genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, coll. Socio-histoires, 2007, 271 p., ISBN : 978-2-7011-4687-4.

- 1 L'ouvrage dirigé par Gérard Noiriel est le fruit du colloque organisé les 30 septembre et 1^{er} octobre 2004 à l'EHESS. L'historien, spécialiste notamment de l'immigration, l'affirme fortement en ouverture : les recherches sur l'identification des personnes sont désormais devenues un objet autonome des sciences sociales, en particulier de l'histoire, comme l'atteste le nombre croissant d'études dont il constitue désormais le sujet central¹. L'ambition de ce recueil est d'embrasser une longue période couvrant l'antiquité romaine jusqu'au XX^e siècle, traversant des espaces géographiques et des régimes politiques distincts, pour mettre en lumière à la fois les continuités des finalités associées à l'identification des personnes ainsi que les évolutions des objectifs assignés à cet enjeu par les pouvoirs. Trois volets se dégagent des huit contributions, présentées dans l'ordre chronologique de leur étude respective. Ces trois desseins ne sont évidemment pas exclusifs les uns des autres.

Identifier pour connaître et reconnaître

- 2 Claudia Moatti et Claire Judde de Larivière en explorant la Rome antique, pour la première, et le bas Moyen Âge occidental, pour la seconde, contribuent un peu plus à sortir le sujet de la période contemporaine et du long âge classique foucauldien. L'historienne du monde latin s'interroge sur la signification de la notion d'identité et les moyens de l'attester dans une société alors sans « papiers ». L'appréciation de

Claudia Moatti relevant que « l'histoire des procédés d'identification croise [...] celle des techniques d'écriture et des modes d'authentification » (29) vaut pour toutes les époques ultérieures. L'identification dans le monde romain revêt une pluralité d'usages et de fins selon que l'on considère l'individu, des groupes ou l'administration. S'identifier, c'est d'abord affirmer sa citoyenneté et les droits attachés à ce statut. C'est également s'inscrire dans un groupe social définissant, réciproquement, une identité individuelle. C'est, enfin, aux yeux du pouvoir central, être redevable d'impôts définis par le recensement. Avec l'extension territoriale de l'empire, la préoccupation fiscale s'accroît alors que simultanément les falsifications croissent, ce qui oblige l'administration à diffuser de nouvelles pratiques d'enregistrement.

- 3 Avec Claire Judde de Larivière, le lecteur fait un saut dans le temps de dix siècles pour comprendre les interactions sociales à l'œuvre dans l'émergence et la diffusion des processus d'identification, aux échelles individuelle et collective, dans des sociétés dominées par l'Église et traversées par l'essor du phénomène étatique. Le XII^e siècle marque une « mutation majeure du système anthroponymique » (61) par l'essor du nom double, d'abord dans les familles nobles puis, ensuite, parmi « ceux qui travaillent ». L'affirmation d'une identité individuelle passe alors par l'ostentation de signes et insignes, comme les vêtements, les sceaux, les armoiries. Cette « révolution féodale » de l'identité trouve son pendant dans l'essor des libertés urbaines. Si l'air de la ville rend libre des bourgeois qui s'intègrent dans des communautés socialement structurantes, au contraire, les premiers registres recensant les vagabonds et les mendiants sont dressés pour les exclure des cités où la prospérité croissante supporte de moins en moins la pauvreté. Face à l'augmentation de cette population mobile « sans feu, ni lieu », les États monarchiques mettent en place les premiers passeports au XVI^e siècle afin de réguler l'errance.

Identifier pour surveiller et contrôler

- 4 La mobilité des mendiants et l'usage des « papiers », cette fois dans la France des Lumières, sont précisément étudiés par Vincent Denis, qui relativise l'idée d'un État omniscient et de pouvoirs inquisitoriaux de la police en insistant sur « la capacité des individus, même les plus démunis, à détourner ou à manipuler les documents qu'exigent les autorités » (79). Trois contraintes variables s'articulent dans le cadre de l'essor de la surveillance des chemineaux et du contrôle de leurs déplacements : au niveau central, l'édiction de normes relatives à la répression du vagabondage et de la mendicité ; à l'échelle individuelle, les types de documents d'identification effectivement en possession des individus ; enfin, les modalités de contrôle de cette identité par la compagnie de la prévôté d'Île-de-France, ici plus particulièrement envisagée par Vincent Denis. Au XVIII^e siècle, l'effort pour distinguer le « bon pauvre » du « mendiant de profession » s'intensifie. Les prévôts discriminent les vagabonds en fonction de leur « mine » (malgré les progrès techniques des procédés d'identification à la fin du XIX^e siècle, certains policiers se fient toujours explicitement à l'aspect physique pour interpellier des suspects durant la Troisième République). Les militaires sont confrontés à une pluralité de documents attestant l'identité, ce qui complique singulièrement le départ du vrai du faux. À une époque où l'écriture sert à mettre en cause l'absolutisme, les moins favorisés manipulent, falsifient l'écrit pour s'en mettre à l'abri et se déplacer à leur guise dans le royaume.

- 5 La question de l'arbitraire des pratiques des agents chargés du contrôle de l'identité au XVIII^e siècle en France glisse, avec Peter Becker, à celle de leur autonomie en Allemagne et en Autriche-Hongrie au XIX^e siècle. En empruntant à la théorie économique de Joseph Schumpeter et à la notion sociologique des « acteurs-réseaux » développée par Bruno Latour, l'historien présente une comparaison des progrès des techniques criminologiques dans les empires centraux, à un moment où la question de la récidive constitue, déjà, un problème judiciaire autant qu'un enjeu politique. Comme le souligne Peter Becker, l'innovation technique criminologique doit composer avec deux contraintes externes majeures : les routines professionnelles des acteurs chargés de la mettre en œuvre, d'une part, et, d'autre part, avec les budgets limités des municipalités en matière de police répressive. En Autriche, contrairement à la France des années 1880-1890, les résistances les plus marquées à l'implantation de l'anthropométrie criminelle, élaborée par Alphonse Bertillon à la Préfecture de police parisienne, s'observent dans la capitale alors que les villes sont, en ce domaine, mieux disposées. L'adoption soudaine du bertillonage en Prusse et à Vienne à la fin des années 1890 s'explique-t-elle par le contexte criminel ? Ce sont moins des enjeux proprement judiciaires que la concurrence entre les services municipaux de police des principales villes germaniques ainsi que le poids inégal de personnalités favorables aux techniques parisiennes qui expliquent cette avancée. Peter Becker insiste à juste titre sur l'assimilation difficile des procédés complexes de signalement (anthropométrique et descriptif) par leurs agents pour expliquer les réticences locales et leur impact sur la laborieuse diffusion d'un savoir policier homogène de plus en plus technique.
- 6 La contribution d'Ilsen About présente la police de l'immigration en France durant l'entre-deux-guerres à travers l'histoire de la carte d'identité destinée aux étrangers. En affirmant que la période constitue un « laboratoire préfigurant la création en 1940, par le régime de Vichy, d'une carte nationale d'identité [...] » (129), l'historien affirme un postulat qui enferme toutes les mesures concernant les étrangers durant la Troisième République dans une perspective téléologique problématique, dont la loi du 16 juillet 1912 sur les nomades (mais aussi sur tous les ambulants et marchands itinérants) formerait le « seuil déterminant » (126). L'auteur présente minutieusement la législation et la réglementation en la matière et relève l'accentuation du contrôle des étrangers dans la deuxième moitié des années 1920. Ilsen About insiste également sur les difficultés du fichage et du contrôle des étrangers durant les années 1920 et 1930 en raison de la « coexistence de différents moyens d'identification en vigueur » (146) et des réticences d'une partie des forces de l'ordre à mettre en œuvre de nouvelles directives dans un processus bureaucratique déshumanisant (emprunt à Zygmunt Bauman), qui induirait des pratiques arbitraires.

Identifier pour stigmatiser et réprimer

- 7 La contribution d'Henriette Asséo porte sur « l'invention des "Nomades" au XIX^e siècle et la nationalisation impossible des Tsiganes » et vise à mettre en évidence les modalités du passage d'un « dispositif de contrôle *a minima* d'ambulants méprisables à une fièvre obsidionale qui conçoit les "Nomades" comme une figure emblématique d'un complot de subversion sociale des basses classes transformé en entreprise de subversion étrangère » (162). Son étude fait la transition entre régimes politiques libéraux et systèmes totalitaires. Si l'historienne veille à souligner les « lignes de

partage » géographique entre la France et l'Allemagne et politico-idéologique entre démocratie libérale et nazisme, le lecteur hésite à établir des correspondances entre les deux horizons en lisant l'itinéraire européen de la circulation des savoirs policiers en matière de contrôle et de répression des tsiganes. Il est vrai que les accents parfois ouvertement xénophobes de la « question nomade » au sein des forces de l'ordre en France sont indéniables, dès les années 1880 (sous la plume d'un ancien chef de la Sûreté parisienne), jusque dans les années 1930 (dans les colonnes d'un périodique de la gendarmerie nationale).

- 8 Nicolas Mariot et Claire Zalc resserrent les focales spatiale et temporelle en démontant précisément les ressorts du recensement, de la stigmatisation, et de la déportation des juifs Lensois durant l'Occupation par « les croisements entre travail d'identification et expressions d'appartenance » (182). Malgré leur situation en « zone interdite », le Pas-de-Calais et le Nord ne présentent pas de spécificité marquée par rapport à la zone occupée et les mêmes hésitations se sont manifestées lorsqu'il s'est agi d'identifier des individus comme racialement juifs, préalable du programme ultérieur de leur assassinat. Plus qu'au zèle des autorités administratives, militaires ou policières, Nicolas Mariot et Claire Zalc montrent que le succès du recensement des juifs lensois fut, avant tout, le fruit de l'auto-déclaration, ensuite complétée par la « réputation » et la « nationalité ». La vocation quantitative revendiquée de leur travail vise à limiter les dérives d'une histoire sociale trop encline à classer dans des catégories manichéennes les motifs du choix des individus concernant cette auto-déclaration. Les chercheurs veulent réintroduire dans ces choix de s'identifier comme « juif » ou non, des facteurs certes d'abord contraints par les autorités mais également liés à la situation de famille, la profession, au niveau de vie, etc. Les deux historiens soulignent, avec prudence, que les fichiers des étrangers dressés durant l'entre-deux-guerres ne furent pas utilisés. La précision, dans le cas lensois, est éminemment instructive et nuance les continuités avancées dans les contributions précédentes entre les pratiques des années 1920-1930 et celles de l'Occupation, évidemment motivées par des visées autrement plus sinistres. La répression fut d'autant plus meurtrière que le recensement et l'identification furent à peu près exhaustifs et que la nationalité française ne protégea nullement les familles persécutées.
- 9 La dernière contribution plonge le lecteur dans une autre logique totalitaire, celle des frontières intérieures limitant les déplacements en URSS. Nathalie Moine décrit les multiples marqueurs caractérisant le système d'identification soviétique et participant de son appareil répressif global. Supprimé par la révolution d'Octobre, le passeport intérieur est rétabli en 1932. Il symbolise la hiérarchisation de citoyennetés multiples accordant à certains ce qui est interdit à d'autres et régulant les déplacements au sein de l'Union, ce qui n'est pas sans rappeler quelques-unes des observations de Claudia Moatti sur le monde romain. Même si le cadre et l'époque changent, Nathalie Moine indique qu'en dépit de son caractère répressif dans un État totalitaire, ce passeport n'est pas pleinement efficace. Sous l'ère stalinienne, ce document territorialise fortement l'identité en privilégiant les urbains au détriment des ruraux, en partie pour les fixer à leur kolkhoze et éviter un exode rural qui alimenterait la pauvreté dans les villes.
- 10 L'attribution de passeports à des catégories choisies de citoyens est aussi mise au service de la soviétisation de la société et de l'élimination de ses éléments jugés hostiles, notamment lors des purges et des déportations collectives. Le phénomène vise

aussi, de façon récurrente, à débarrasser les villes de leurs mendiants. La stigmatisation de peuples entiers s'opère selon les vicissitudes de l'histoire soviétique et du danger qu'ils représentent aux yeux du pouvoir central. Malgré la fin de l'État soviétique, l'héritage de ce passeport intérieur est encore sensible dans la répartition actuelle de la population russe.

- 11 Au total, ces huit très intéressantes contributions illustrent l'affirmation initiale de Gérard Noiriel affirmant l'autonomie de l'histoire de l'identification et donnent un remarquable aperçu de la fécondité et la complexité d'un sujet multidimensionnel. Au moins quatre études empruntent peu ou prou aux travaux sur les forces de l'ordre, en particulier ceux conduits par Jean-Marc Berlière sur la police française et ceux dirigés par Jean-Noël Luc sur la maréchaussée et la gendarmerie. Le lien entre identification et structuration policière des États constitue donc une articulation majeure, si ce n'est centrale, de ce thème, éclairé au moins autant par les approches micro historiques nuancées que les études institutionnelles et politiques plus générales.

NOTES

1. *Genèses*, n° 54, *Vos papiers I*, mars 2004, n° coordonné par G. Noiriel. Complétons la bibliographie par les revues publiées depuis, notamment *Les Cahiers de la Sécurité*, n° 56, *Police et identification. Enjeux, pratiques, techniques*, 1^{er} trim. 2005 et les contributions consacrées à ce sujet dans *Crime, Histoire & Sociétés*, vol. 10, 1 (2006).

AUTEURS

LAURENT LÓPEZ

CESDIP/CNRS Guyancourt, laurent.lopez8@wanadoo.fr